

Le Dicker que les Genevois ont oublié

HISTOIRE • Si les Genevois connaissent bien Joël Dicker, dont le roman «La vérité sur l'Affaire Harry Quebert» vient de manquer de peu le Prix Goncourt, ils ont oublié son arrière-grand-père, le socialiste Jacques Dicker, qui fut au centre des événements du 9 novembre 1932.



Jacques Dicker vers 1920.



Le placard annonçant le meeting fasciste de l'Union nationale.



En 1933, le Parti socialiste parvient à prendre la majorité au Conseil d'Etat. Président du parti, Jacques Dicker défile avec les quatre socialistes élus. De gauche à droite: Jacques Dicker, Maurice Braillard (Travaux publics), Léon Nicole (Justice et Police) Albert Naine (Finances), et André Ehrler (Hygiène, Assistance publique et Affaires sociales).
Photos tirées de Claude Torraccina, «Le temps des passions. Genève 1930-1939», Tribune éd. 1978.

Si on connaît bien Léon Nicole, on parle rarement de Jacques Dicker, la seconde personne mise en «accusation publique» par les fascistes de l'Union nationale le 9 novembre 1932. Treize personnes seront abattues par l'armée ce jour-là lors d'une manifestation de la gauche en soutien à Nicole et Dicker.

Socialiste révolutionnaire né en Ukraine en 1879, Jacques Dicker avait fui les prisons tsaristes et s'était installé à Genève en 1906. Admis au barreau en 1915, cet avocat estimé de la gauche genevoise, qui défendait gratuitement les petites gens, fut élu dès 1922 au Conseil national. Il siégea aussi durant les vingt au Conseil municipal de Plainpalais, alors commune autonome, au Grand Conseil de 1930 à 1941 et présida le Parti socialiste dans les années trente.

Son positionnement à la gauche du parti et ses origines israélites feront de lui une cible privilégiée de l'extrême droite comme de la

bourgeoisie pourfendant le «judéo-bolchevisme».

«C'est lui qui a imposé le yiddish au Grand Conseil»

Pour mieux saisir la violence et la haine à son encontre, citons en exemple, non pas *Le Pilori* du fasciste Georges Oltramare, mais le *Journal de Genève* du 24 avril 1936: «Son ombre plane sur toutes les entreprises de la Sociale et son nez se dessine en filigrane dans le papier où s'imprime *Le Travail*» (le journal de Léon Nicole, ndlr); «Son activité est prodigieuse. C'est lui qui a imposé le yiddish comme langue officielle au Grand Conseil»... La violence des articles de presse et les positions très à droite étaient la norme de quasi tous les journaux de cette époque. Rédacteur en chef du *Journal de Genève* dans les années cinquante, Olivier Reverdin expliquait, en 1998, avec clarté, les positions de la publication durant les années trente: «Aussitôt que la Société des nations a

jeté l'anathème sur l'Italie et l'Allemagne, les gens du journal n'ont pas suivi le mouvement et ses lecteurs l'ont soutenu. Ils étaient très à droite: vis-à-vis de l'Italie fasciste et de Franco, le journal a eu une attitude non pas d'approbation, mais de très grande indulgence.»

Privé de ses droits politiques et chassé du Conseil national

Aux Assises fédérales de 1933, Jacques Dicker défendra brillamment son camarade et ami Léon Nicole, poursuivi pour les événements du 9 novembre 1932. Il avait accueilli dans son étude l'avocat Jean Vincent, l'un des militants les plus en vue du Parti communiste, ce qui favorisa certainement le rapprochement entre communistes et socialistes de gauche. La Fédération socialiste suisse, qui rassembla ces derniers en 1939, fut interdite, comme le Parti communiste, par le Conseil fédéral en 1941. Avec 200 militants, Dicker sera privé de ses droits politiques et chassé du Conseil

national et du Grand Conseil. Il décédera l'année suivante sans avoir jamais été réhabilité.

Après Jacques Dicker, Genève a connu, successivement, son fils Serge, médecin, puis Pierre et enfin Joël, l'écrivain qui fait aujourd'hui la fierté des Genevois et dont le premier livre intitulé *Le dernier jour de nos pères* a reçu le Prix des écrivains genevois et dont le second, *La vérité sur l'Affaire Harry Quebert*, a été récompensé par l'Académie française avant de manquer de peu le Goncourt.

L'histoire sera nettement moins honorable pour l'organisateur du meeting fasciste du 9 novembre 1932, Georges Oltramare. Arrivé à Paris en juin 1940 dans les fourgons de l'armée allemande, le Genevois exerce ses talents durant l'Occupation dans plusieurs journaux collaborationnistes et anime l'émission antisémite «Les juifs contre la France» sur Radio-Paris.

C'est le moment de la mise en œuvre de la Solution finale, dont le succès dépend aussi du conditionnement de l'opinion publique. A la Libération, il revient en Suisse et, après avoir purgé trois ans de prison pour collaboration avec une puissance étrangère, il part pour l'Espagne franquiste avant d'atterrir en Egypte où, avec des nazis en fuite, il poursuit, au travers de la dénonciation du jeune Etat israélien, sa propagande antisémite. Tel est le personnage qui a mis en «accusation publique» Dicker et Nicole et qui est responsable, avec le gouvernement genevois et l'armée suisse, du massacre du 9 novembre 1932. ■

Réd.

«Crise, répression et lutte des classes»: la Gauche anticapitaliste organise une soirée de discussions avec la projection du film *Genève, 9 novembre 1932* (réalisé par Jacqueline Veuve en 1973) le mercredi 14 novembre à 18h30 au café Gavroche (4, bd James-Fazy).

«Gauchebdo» rallume le flambeau des luttes ouvrières

LIVRE • Ecrit par deux journalistes de «Gauchebdo», Jérôme Béguin et Pierre Jeanneret, et édité par notre publication, l'ouvrage «Deux siècles de lutte» revient sur le long combat des organisations ouvrières et de leurs membres pour l'amélioration des conditions de vie. A paraître début décembre.

Le progrès social ne s'est pas fait tout seul. Salaires décents, congés payés, vacances, assurances accident et chômage, etc., sont autant de conquêtes sociales arrachées de haute lutte. Luttés qui ont pris d'abord la forme de révoltes spontanées, comme lorsque les artisans à domicile, privés de leur gagne-pain par la révolution industrielle, se sont appliqués à détruire les machines des fabriques.

Mais rapidement, sur le terrain, les forces vives de la résistance ont compris l'importance de s'organiser, à travers des syndicats, coopératives de consommation et de production et autres partis politiques qui, eux-mêmes, s'appuyaient sur les idées et théories de penseurs dits «utopiques», socialistes chrétiens ou laïques, anarchistes et communistes. Ces luttes ont souvent pris le caractère d'un affrontement entre le patronat et la classe ouvrière: ce furent les nombreuses grèves, occultées dans l'histoire suisse officielle, et dont la plus fameuse reste celle de novembre 1918.

Elles ont revêtu aussi un aspect culturel, avec l'élaboration d'une contre-culture prolétarienne, reposant sur de nombreuses sociétés ouvrières, et qui s'est incarnée dans ce qu'on a appelé les «forteresses du prolétariat»: les Maisons du Peuple.

Un hommage aux hommes et aux femmes qui ont lutté pour plus de justice et de dignité

Ce petit livre ne prétend pas être un ouvrage académique. Il se veut d'abord un hommage aux femmes et aux hommes qui ont lutté pour plus de justice, de dignité, d'égalité, de fraternité. Ses auteurs espèrent qu'il sera utile, comme rappel historique, à celles et ceux, en particulier dans les jeunes générations, qui sont décidés à reprendre le flambeau et à continuer le combat. ■

Réd.

64 pages, 46 illustrations, en librairie début décembre au prix de 25 frs et sur souscription à 20 frs (voir le bulletin ci-dessous).

Bulletin de souscription

Veuillez me faire parvenir exemplaires de «Deux siècles de lutte» au prix de souscription de CHF 20.- / € 24 + frais de port. Paiement à réception sur facture à 30 jours.

Nom et Prénom : Code postale et localité :

Adresse : Signature :

A renvoyer à **Gauchebdo, case postale 190, 1211 Genève 8, Suisse**
ou par courriel à info@gauchebdo.ch

Pierre Jeanneret

Jérôme Béguin

Deux siècles de luttes

Une brève histoire du mouvement socialiste et ouvrier en Suisse



GAUCHEBDO